

gains par le travail supplémentaire, de l'augmentation du nombre des salariés par famille et du relèvement des salaires.

Nous vivons des jours où nul ne saurait prévoir ce que l'avenir tient en réserve. Cependant, si notre commerce d'exportation ne subit pas d'interruption grave, la main-d'œuvre et les matériaux qui sont affectés de plus en plus à la production de guerre assureront une augmentation sensible du revenu national, c'est-à-dire du revenu global de tous les citoyens du pays. Le rythme accéléré des affaires aux États-Unis constituera à ce point de vue un autre facteur important d'amélioration.

Selon les calculs de la commission royale des relations entre le Dominion et les provinces notre revenu national au cours de l'année civile 1939 a été de près 3,800 millions. De la même façon, nous estimons que le revenu national pour l'année financière 1940-1941 ne sera probablement pas inférieur à 4,500 millions. Il nous incombe de faire en sorte que cette augmentation soit en très grande partie affectée aux fins de guerre.

Il est à peine besoin de faire observer que notre effort de guerre ne doit à aucun point de vue se borner aux limites que fixent ces calculs financiers ni à ce qui peut s'accomplir sans trop d'inconvénients. Le pays doit donner l'effort maximum dont il est capable. Il est possible de répondre et nous répondrons effectivement aux exigences financières d'une production poussée à la limite physique de nos moyens ou de l'obtention des services, des approvisionnements et du matériel de guerre; une telle limite, si elle existe, n'est pas d'ordre financier, mais bien d'ordre physique, intellectuel et moral. J'entends par là les bornes matérielles de nos ressources et la capacité morale et intellectuelle des Canadiens à supporter un fardeau et à consentir un sacrifice.

Toutefois, dans la recherche de tout ce que peuvent produire ou procurer nos réserves humaines, notre outillage et nos ressources, il est assurément sage de recourir aux méthodes de finance les plus averties et appropriées à cet effort. Les plans déjà arrêtés et approuvés par la Chambre prévoient 700 millions de dollars pour la défense. Ainsi que je l'expliquerai plus tard, cette somme ne saurait être que provisoire et ne peut aucunement déterminer une limite. Notre tâche, cet après-midi, est de choisir et d'établir ce qui semble être les plus sages méthodes de faire les fonds de l'effort maximum physiquement possible.

En l'absence d'un programme de finances approprié, le Gouvernement se verra inévitablement frustré dans son effort en vue d'obtenir les marchandises utiles aux fins de guerre par la concurrence des consommateurs qui

voudront employer leur pouvoir d'achat accru à satisfaire les besoins d'ordre civil. Dans ce cas également, la fameuse spirale constituée par l'accroissement des prix suivi de celui des salaires et des frais, puis de nouveau de celui des prix, commencerait à jouer. Les prix augmenteraient plus rapidement que les salaires et appointements et, par ce processus indirect, dissimulé et inéquitable au plus haut point, la population civile, surtout les salariés et les bénéficiaires de revenus fixes, se verrait forcée de diminuer sa consommation non seulement d'articles de luxe, mais aussi des comforts et nécessités de la vie. Il en résulterait à la longue une désorganisation de notre vie économique; une ère de spéculation fébrile, de gaspillage et de folles dépenses s'installerait, et la structure inflationnaire s'effondrerait aussi inévitablement qu'à la fin de la dernière guerre.

Le Gouvernement a façonné sa politique financière et économique avec l'idée d'empêcher de pareilles conséquences. Il l'a élaborée en vue d'éviter les augmentations de prix injustifiées et les excès spéculatifs, ainsi que de faire fonctionner notre économie aussi efficacement que possible et d'assurer la diversion nécessaire de notre main-d'œuvre, de notre outillage et de nos ressources matérielles à des objets de guerre de la façon la moins dangereuse pour notre économie et la plus équitable en ce qui concerne les divers particuliers et les divers groupes.

Le pays compte encore, nous ne l'ignorons pas, de la main-d'œuvre et des ressources inemployées, dont l'affectation à des travaux productifs assurerait une expansion de nos revenus nationaux qui nous permettrait d'intensifier énormément notre effort de guerre. C'est pourquoi notre politique a visé et vise encore à assurer, par des moyens rationnels, le maximum possible d'augmentation de nos revenus nationaux dans le minimum de temps possible.

Je vous ai déjà dit le rôle joué par notre politique financière jusqu'ici. Mon collègue le ministre des Munitions et Approvisionnements (M. Howe) vous a déjà indiqué les mesures qu'il a prises pour organiser les ressources industrielles de la nation en vue de répondre aux croissants besoins de guerre du Canada et de ses alliés. Ces mesures prennent de jour en jour de l'ampleur.

Les crédits relatifs aux secours, déjà déposés, comprennent des sommes destinées à la rééducation des chômeurs et à la formation technique de jeunes gens des deux sexes. Dans certains domaines, une pénurie d'ouvriers spécialisés s'annonce déjà.

J'ai tout lieu de croire que la dépense de 700 millions et davantage que nous avons